

L'Adresse—M. Rodriguez

M. Riis: Cela a-t-il marché?

M. Rodriguez: Si cela a marché? Voici l'analyse économique de la Colombie-Britannique, les perspectives pour 1985. On y dit que la production réelle diminuera d'environ 0.5 p. 100 cette année. Les ventes au détail ont baissé pour la troisième année consécutive en 1983 et l'on prévoit qu'elles diminueront d'environ 0.3 p. 100 en 1984. Bien que le volume de la production dans ces industries ait été supérieur aux niveaux atteints avant la récession, les niveaux de l'emploi et des bénéfices n'ont pas suivi. Ainsi de suite. Inutile de nous tourner vers nos voisins du Sud ou vers le gouvernement de M^{me} Thatcher. Inutile de sortir du Canada, car nous avons ici même en Colombie-Britannique un gouvernement créditiste conservateur. Nous avons un gouvernement hybride dans cette province. En fait, le gouvernement national n'arrive pas à se dissocier de ce gouvernement du crédit social, car ce sont les membres de la grosse machine bleue de l'Ontario qui sont allés sur place aider Bill Bennett à se faire élire en Colombie-Britannique. Pat Kinsella est ici même l'un des principaux rouages de cette grosse machine conservatrice.

M. McDermid: Vous en auriez eu de la chance de les avoir de votre bord.

M. Manly: Ensuite, ils viennent en aide à ces gens.

M. Rodriguez: Ensuite, ils viennent en aide aux conservateurs d'en face. Fort bien dit.

Or, monsieur le Président, nous avons vu comment on s'attaque au déficit au Canada, en Colombie-Britannique. Nous avons également vu les piètres résultats. Pourquoi nous évertuons-nous à répéter nos erreurs? Pourquoi nous entêtons-nous à refaire inlassablement les mêmes choses, ce qui ne fera qu'aggraver le chômage au Canada?

Les programmes sociaux constituent un autre domaine où la crédibilité du gouvernement s'effondre. Pendant la campagne électorale, le premier ministre a soutenu que l'universalité des programmes sociaux était un dépôt sacré auquel on ne toucherait pas. Mais voilà que, du jour au lendemain, tous ces programmes sont remis à l'étude. Le premier ministre compte remettre à l'étude l'ensemble des programmes sociaux dans le pays. Qui a-t-il engagé pour aider les ministres à formuler des recommandations au sujet des programmes sociaux? Mais cet enfant gâté de la Chambre de commerce de Chatham, Darcy McKeough!

M. McDermid: Un éminent Canadien.

M. Rodriguez: Darcy McKeough se proclame tout à fait contre l'universalité des programmes sociaux. D'où ce genre de rapports incestueux auxquels s'adonnent les conservateurs. Nous savons tout dans les moindres détails maintenant. Je ne sais pas à combien s'élèvent les honoraires versés à ce Darcy McKeough. Je suis persuadé qu'ils sont très modestes. Mais voici que l'homme au couperet des conservateurs ontariens va aider le gouvernement fédéral à décider de l'universalité des programmes sociaux.

Un autre domaine qui a été abordé dans le discours du trône et dans l'exposé budgétaire est celui de la justice, la justice pour les chômeurs. A entendre les conservateurs d'en face parler du chômage, on croirait que les chômeurs ne sont pour eux que de simples statistiques. Ils ne s'intéressent pas vraiment à leur sort.

M. McDermid: Non, non. C'est vous qui les traitez comme cela.

M. Rodriguez: Ils ne s'y intéressent pas vraiment puisqu'ils présentent un exposé financier tellement mesquin, médiocre et contrové qui s'en prend aux programmes ayant pour but de soulager le chômage au Canada. Je lisais hier à mon bureau une lettre de l'une de mes commettantes. Elle m'écrit au sujet de son mari. C'est un homme laborieux qui serait prêt à faire n'importe quel genre de travail, comme le prouvent ses états de service joints à la lettre. Il est fier et tient à faire vivre sa femme et son fils de six mois. Il se cherche un emploi depuis décembre 1983, sans succès. Il a travaillé huit semaines dans notre localité mais, quand les fonctionnaires qui dirigent le projet se sont aperçus qu'il avait 27 ans, ils l'ont congédié. Il était trop vieux pour participer au programme. Il est trop vieux pour participer aux programmes destinés aux jeunes et trop jeune pour participer à ceux destinés aux adultes. Que peut-il faire? Il est prêt à faire n'importe quoi n'importe où, pourvu que la rémunération et les avantages sociaux soient raisonnables. Il est même disposé à aller travailler dans une autre ville ou dans une autre province. Il a un emploi en perspective mais il ne pourra l'occuper avant avril 1985. Que devrait-il faire en attendant? Lui et son épouse pourraient toujours se débrouiller s'il pouvait toucher des prestations d'assurance-chômage, mais il n'y a même pas droit parce qu'il a travaillé pendant huit semaines seulement. Il ne veut pas du bien-être social; il veut travailler. Son épouse travaille à l'heure actuelle, mais elle sera mise à pied sous peu. Ils me demandent si je pourrais les aider.

Je sais, monsieur le Président, que les ministres sont loin des réalités du chômage. Ils ne parviennent pas à voir les réalités du chômage. Je sais qu'au fond ils ont bon cœur, que s'ils se rendaient compte de cette réalité, ils comprendraient. L'ennui, c'est qu'ils sont dans l'erreur. Pour eux, la façon de donner du travail aux gens c'est de serrer la vis du chômage, de recourir au fouet pour les forcer à trouver des emplois qui n'existent pas.

● (1530)

Si le gouvernement tient vraiment à créer des emplois, il y a trois secteurs au Canada qui sont potentiellement créateurs de nombreux emplois. Il y a d'abord l'industrie forestière. Ensuite, l'industrie de la pêche. Enfin, l'industrie du transport. C'est dans ces secteurs que le gouvernement devrait se charger d'un nouveau déficit—de l'ordre de 30 milliards je dirais—pour donner du travail aux gens. S'il y avait la guerre demain, le gouvernement trouverait encore 30 à 50 milliards. Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, le déficit du Canada a atteint les 80 milliards, en dollars de 1984.